



C_2016_048

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des Services

L'an deux mille seize le dix neuf mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Validation de
l'Agenda
d'Accessibilité
Programmée de la
Communauté
d'Agglomération
Dracénoise**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Richard STRAMBIO

Transmis le : **24 MAI 2016**

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap », place au cœur de son dispositif, l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées, quels que soient leurs types de handicaps : moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques, ainsi qu'à toutes les personnes ayant des difficultés à se déplacer : personnes âgées, mamans avec des poussettes...

L'ensemble des propriétaires et exploitants d'Établissements Recevant du Public (ERP) ou d'Installations Ouvertes au Public (IOP) devait rendre accessible leurs sites avant le 31 décembre 2014.

Prenant acte des difficultés rencontrées pour respecter cette échéance, le Gouvernement a adopté par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, des mesures visant à simplifier et expliciter les normes d'accessibilité. Cette ordonnance prévoit notamment la mise en place des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). L'Ad'AP est le seul moyen pour être en accord avec la loi pour ceux qui n'ont pas satisfait à leurs obligations au 1er janvier 2015. Ce document, à déposer en Préfecture avant le 27 septembre 2015, engage les propriétaires et exploitants d'ERP et d'IOP à réaliser, dans un délai limité, un programme pluriannuel de travaux visant à rendre accessible leurs sites.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, qui doit répondre à cette obligation pour ses équipements communautaires, a demandé une prorogation du délai de dépôt de son Ad'AP pour soutenir, dans un premier temps, ses communes membres dans la constitution et le dépôt de leur Ad'AP. Ainsi, la Préfecture du Var a accordé un délai supplémentaire de 12 mois, par arrêté n°2015-07-061.

Les diagnostics accessibilité des sites, réalisés dans le cadre d'un groupement de commandes avec les communes, ont montré que 39 ERP et 24 IOP n'étaient pas conformes au 31 décembre 2014. Ceux qui étaient déjà accessibles à cette date ont fait l'objet d'une attestation d'accessibilité envoyée en Préfecture du Var en février 2015.

Un programme pluriannuel de travaux de mise en accessibilité, d'une durée de 9 ans, a été chiffré, concerté avec les associations de personnes handicapées et de personnes âgées et les représentants de la vie économique et d'usagers de la ville lors de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité du 26 avril 2016 (Cf. dossier Ad'AP joint).

Des co-financements seront recherchés pour soutenir ce programme.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Transports, Mobilités Durables et Accessibilité du 28 avril 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- valider le programme pluriannuel de travaux et l'Agenda d'Accessibilité Programmée,
- autoriser Monsieur le Président à prendre toute décision et à signer tous documents afférents au dépôt et au suivi de l'Ad'AP et des demandes de subvention réalisées dans le cadre de la mise en accessibilité des équipements communautaires.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

ID : 083-248300493-20160524-C_2016_048-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour
1 abstention(s) :
Thierry RUDNIK
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.